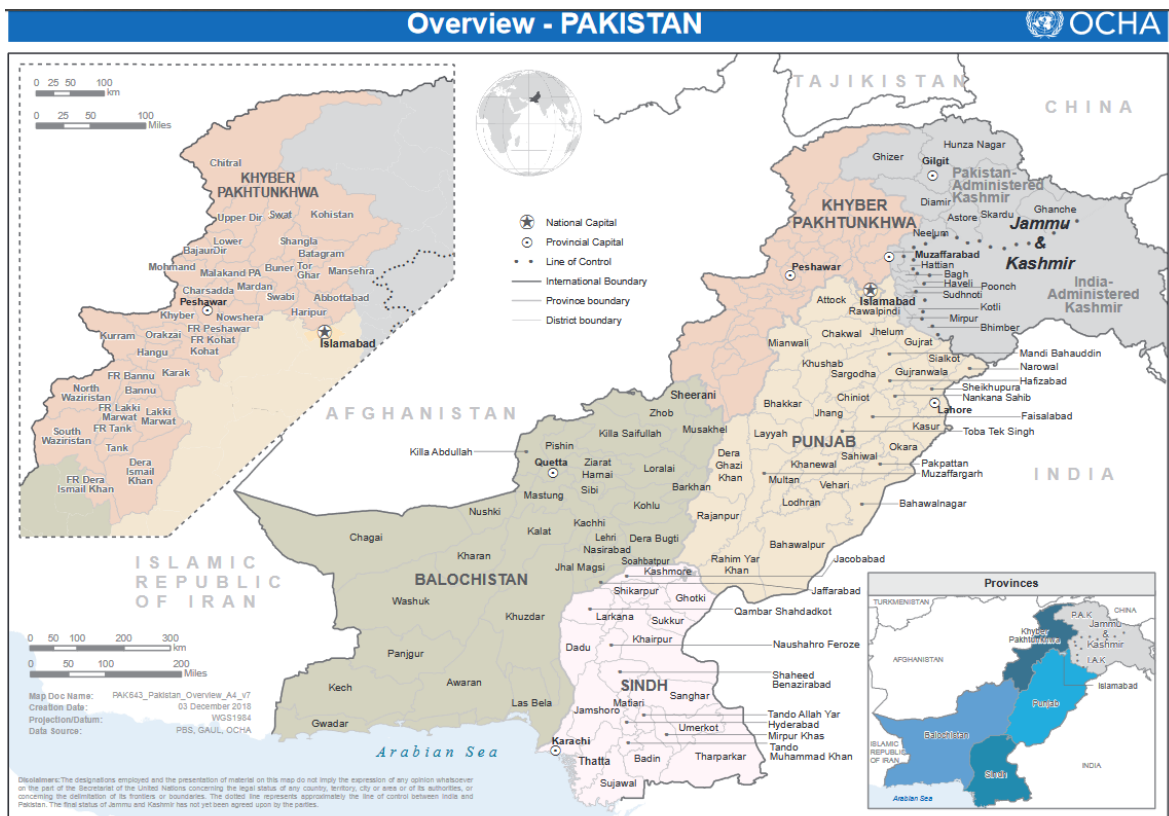


Factsheet Pakistan

Février 2024

1 Faits et chiffres



[Carte](#), OCHA, 2018

Population : 240,5 millions de personnes ([FNUAP 2023](#))

Groupe ethniques : Pendjabis 44,7 %, Pachtounes (Pathans) 15,4 %, Sindhis 14,1 %, Saraikis 8,4 %, Muhadjirs 7,6 %, Baloutches 3,6 %, autres 6,3 %

Langues : pendjabi 38,8 %, pachtoune 18,2 %, sindhi 14,6 %, saraiki (variante du pendjabi) 12,2 %, ourdou (langue officielle) 7,1 %, baloutche 3 %, hindko 2,4 %, brahoui 1,2 %, autres 2,4 % ; anglais (langue officielle et langue vernaculaire de l'élite et de l'administration pakistanaises)

Religion : islam (religion de l'État) 96,5 % (sunnisme 85-90 %, chiisme 10-15 %), autres (dont christianisme et hindouisme) 3,5 % ([estimations de 2020](#))

République parlementaire avec pouvoir important de l'armée et marge de manœuvre limitée de la société civile ; corruption. Bien que la [séparation des pouvoirs](#) soit consacrée dans la Constitution depuis la réforme de 2010, le parlement et la justice n'exercent leurs

fonctions de contrôle que de manière limitée. L'[influence de l'armée](#) est particulièrement prononcée en politique de sécurité et en politique étrangère. La marge de manœuvre des organisations de la société civile et des médias continue d'être [restreinte](#). Le monde politique et administratif pakistanais est [caractérisé](#) par le manque de transparence, la corruption, le népotisme et la poursuite d'intérêts tribaux. Le Pakistan est classé [133^e sur 180](#) dans l'indice de perception de la corruption.

Intégration des FATA à la province KP. La Constitution pakistanaise a été modifiée en mai 2018 pour permettre l'[intégration](#) des régions tribales jusque-là sous administration fédérale (*Federally Administered Tribal Areas*, FATA) à la province Khyber Pakhtunkhwa (KP).

Peine de mort rétablie en 2014. Fin 2021, plus de [3800](#) personnes se trouvaient dans le couloir de la mort. Alors que 508 condamné·e·s à mort ont été exécuté·e·s entre les mois de janvier 2015 et décembre 2019, aucune [exécution](#) n'a eu lieu entre janvier 2020 et 2022.

2 Profils à risque

- **Ahmadi·e·s** : persécutions au titre de la loi sur le blasphème ainsi que de [lois spécifiquement anti-Ahmadi·e·s](#) (adoptées en 1984 et interdisant notamment aux Ahmadi·e·s de se proclamer de l'islam) ; le code pénal pakistanais considère comme un délit le fait de [se proclamer de l'islam](#). Les Ahmadi·e·s ont été exclu·e·s de la [commission nationale pour les minorités](#) par le gouvernement en mai 2020 et font également l'objet de persécution non étatique et de discrimination.
- **Autres minorités religieuses**, telles que **hazaras**, **chiites**, **baha'i·e·s**, **hindou·e·s**, **personnes converties**, **chrétien·ne·s** : [peine de mort possible au titre de la loi sur le blasphème, persécution non étatique, discrimination](#)
- **Minorités ethniques** : discrimination, stéréotypes, peines collectives selon le contexte local
- **Femmes** : viol, crime d'honneur, attaques à l'acide, violences domestiques et mariage forcé ; le Pakistan arrive 142^e sur 146 dans l'[indice mondial de l'écart entre les genres](#) du Forum économique mondial
- **Enfants** : mariage forcé, abus sexuels
- **Membres de l'opposition politique** : [arrestations, intimidations](#)
- **Personnes LGBTQI+** : poursuites pénales, homophobie, nombre particulièrement élevé d'agressions contre les personnes transgenres
- **Activistes pour les droits humains et journalistes** : persécution étatique et non étatique, intimidations, menaces, [mise en détention](#)
- **Personnes afghanes en quête de protection sans statut de séjour régulier** (voir derniers développements)

3 Derniers développements

Expulsion des personnes réfugiées afghanes à partir du 1^{er} novembre 2023. Début novembre 2023, le gouvernement pakistanais a commencé à mettre en œuvre un [plan d'expulsion des personnes étrangères en situation irrégulière](#), qui pourrait concerner jusqu'à 1,7 million d'Afghan·e·s. Les personnes réfugiées afghanes sans statut de séjour régulier avaient jusqu'au 1^{er} novembre pour retourner volontairement dans leur pays, sous peine d'être mises en détention et expulsées. [Plus de 510 000 Afghanes et Afghans seraient déjà rentré·e·s](#) en Afghanistan, sans même n'y avoir jamais vécu pour certaines. Le gouvernement pakistanais

justifie son plan d'expulsion en le présentant comme une nécessité pour la sécurité nationale, au motif notamment que des ressortissant-e-s afghan-e-s auraient pris part aux attentats perpétrés cette année au Pakistan. Depuis cette date butoir, le gouvernement pakistanais détruit les maisons et confisque les biens des Afghan-e-s, [les place en détention ou les expulse en Afghanistan](#), y compris des personnes disposant de papiers en règle.

Formation incertaine du gouvernement après les élections législatives du 8 février 2024. Les [élections législatives](#), initialement prévues en octobre 2023 et reportées au 8 février, ont été accompagnées par des coupures d'internet, des attentats terroristes et des accusations de manipulations. Avec 101 sièges sur 266, les candidat-e-s indépendant-e-s, majoritairement proches du parti d'opposition de l'ex-Premier ministre Imran Khan Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI), empêché de se présenter à l'élection, constituent la première force du pays. La Ligue musulmane du Pakistan de Nawaz Sharif, autre ex-Premier ministre, a obtenu 75 sièges, contre 54 pour le Parti du peuple pakistanais de l'ancien ministre des Affaires étrangères Bilawal Bhutto Zardari. Aucun parti n'ayant atteint la majorité absolue de 134 sièges, [la formation du nouveau gouvernement](#) pourrait bien s'avérer difficile pour le pays, surtout que tant Imran Khan, actuellement en prison, et Nawaz Sharif, soutenu par l'armée, revendiquent la victoire.

Crise économique, inflation et conséquences des inondations. En 2023, [l'inflation dans le pays est passée](#) à 31,4 % en comparaison annuelle, sous l'effet des coûts énergétiques élevés. La dévaluation de la monnaie nationale, l'inflation galopante et la suppression des aides pour l'électricité et les combustibles ont fait naître un [large mouvement de protestation](#), un nombre croissant de personnes dénonçant leurs difficultés à subvenir à leurs besoins. Le Pakistan se débat en même temps avec les conséquences des [inondations de l'été 2022](#), qui ont coûté la vie à environ 1500 personnes, [détruit presque 10 millions d'hectares et causé des dommages économiques](#) pour plus de 27,5 milliards d'euros.

Les conditions de sécurité sont complexes et se dégradent en raison des différentes lignes de conflit. La [sécurité intérieure du Pakistan](#) est menacée par l'instabilité politique et économique, les conflits ethniques et religieux et l'extrémisme religieux. La violence militante est essentiellement due au [mouvement séparatiste rebelle du Baloutchistan](#) et à l'instabilité dans le nord-ouest du pays, dans la province KP et les anciennes régions tribales. Depuis que le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP) a annoncé un cessez-le-feu avec le gouvernement en novembre 2022, les [attentats ont repris dans la région frontalière avec l'Afghanistan](#). On observe également le [retour d'autres groupes extrémistes](#) dans la région, ce qui a exacerbé les tensions entre le Pakistan et l'Afghanistan, sous contrôle taliban. En janvier 2024, l'Iran a [lancé des missiles](#) visant le groupe séparatiste anti-iranien Jaish-al-Adl dans la province du Baloutchistan, auxquelles le Pakistan a répliqué quelques jours plus tard.

Les attaques de groupes terroristes font des centaines de victimes civiles. En 2023, le Pakistan a enregistré une [hausse nette d'attaques](#), de nature et d'envergure variables, par rapport à l'année précédente : des groupes sectaires armés tels que le Tehreek-e Taliban Pakistan, le Sipah-e-Sahaba Pakistan et l'État islamique au Khorassan ont commis de violentes [attaques contre les minorités religieuses, les fonctionnaires et les militaires](#). Si les [attaques de l'Armée de libération du Baloutchistan](#) visent en premier lieu les forces de sécurité pakistanaises, elles font aussi des victimes civiles.

La liberté d'expression de la presse et les activités de la société civile sont restreintes. Les menaces du gouvernement et les attaques visant les médias ont de nouveau instauré un climat de peur en 2023, conduisant [un grand nombre de journalistes et de groupes de la société civile à s'autocensurer](#). Les organisations non gouvernementales ont indiqué être la cible d'intimidation, de harcèlement et de surveillance de la part des autorités. Le gouvernement s'est servi de ses [directives sur la régulation des ONG internationales au Pakistan](#) pour contrôler et empêcher l'enregistrement et le travail des groupes internationaux de défense des droits humains.

La loi sur le blasphème est surtout utilisée contre les minorités religieuses. Au Pakistan, le blasphème est obligatoirement puni par la [peine de mort](#). Surtout appliquée [contre les minorités religieuses](#), la vaste loi sur le blasphème est toutefois aussi utilisée pour discréditer les ennemi·e·s personnel·le·s. En 2023, des bandes ont attaqué des communautés ahmadies à Karachi et à Lahore et une communauté chrétienne à Faisalabad et mis des lieux de culte à sac. Plutôt que de protéger les communautés contre ces attaques, les forces de sécurité ont accusé certain·e·s de leurs membres de blasphème. Le 4 septembre 2023, quatre personnes ont été condamnées à mort pour avoir diffusé des [contenus blasphématoires](#) sur le prophète Mahomet et le Coran sur les réseaux sociaux.

4 Pratique des autorités suisses

Chiffres du SEM pour 2023 ([jusqu'en novembre 2023](#)). Taux de reconnaissance 16 % ; taux de protection 23,5 % (décision positive + AP).